

Table des matières

I. DROIT SOCIAL

20 septembre 1948. – LOI portant organisation de l'économie (extrait art. 14–29 à 36) (<i>Mon. 27-28 septembre 1984</i>)	1	19 juillet 1973. – DÉCRET du Conseil de la communauté culturelle néerlandaise réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements (<i>Mon. 6 septembre 1973</i>)	70
8 avril 1965. – LOI instituant les règlements de travail (<i>Mon. 5 mai 1965</i>)	5	30 juin 1982. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements (<i>Mon. 27 août 1982</i>)	71
12 avril 1965. – LOI concernant la protection de la rémunération des travailleurs (<i>Mon. 30 avril 1965</i>)	9	24 juillet 1987. – LOI sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs (<i>Mon. 20 août 1987</i>)	71
5 décembre 1968. – LOI sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (<i>Mon. 15 janvier 1969; Err. Mon. 4 mars 1969</i>)	15	26 avril 2002. – CONVENTION COLLECTIVE de travail n° 81 conclue au sein du Conseil national du travail, relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électronique en réseau, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 juin 2002 (<i>Mon. 29 juin 2002</i>) ..	77
16 mars 1971. – LOI sur le travail (<i>Mon. 30 mars 1971</i>)	19	27 décembre 2006. – LOI-PROGRAMME (I) (extrait art. 328–343) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 24 janvier 2007; Err. Mon. 13 février 2007; Err. Mon. 23 février 2007</i>)	79
3 juillet 1978. – LOI relative aux contrats de travail (<i>Mon. 22 août 1978; Err. Mon. 30 août 1978</i>)	26	27 avril 2016. – RÈGLEMENT (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (<i>J.O. L 119, 4 mai 2016; Rect. J.O. L 127, 23 mai 2018</i>)	81
12 février 2014. – CONVENTION COLLECTIVE de travail n° 109 conclue au sein du Conseil national du travail, concernant la motivation du licenciement (<i>Mon. 20 mars 2014</i>)	48		
26 décembre 2013. – LOI concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement (extrait art. 67–73) (<i>Mon. 31 décembre 2013</i>)	49		
10 avril 1971. – LOI sur les accidents du travail (<i>Mon. 24 avril 1971</i>)	50		